



Groupe Hospitalier Rance Emeraude

1 rue de la Marne
35400 - SAINT-MALO

Marché public de services

Appel d'offres ouvert












**Sécurité des Biens et des Personnes
pour le Site Hospitalier de Saint Malo
du Groupe Hospitalier Rance Emeraude**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres :

25 Novembre 2025 à 16h00

POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Marché public de Services</p> <p><u>Objet</u> : Sécurité des Biens et des Personnes pour le Site Hospitalier de Saint Malo du Groupe Hospitalier Rance Emeraude</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Groupe Hospitalier Rance Emeraude 1 rue de la Marne 35400 - SAINT-MALO</p>
	<p>Marché passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p>https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise</p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue. Aucune variante autorisée n'est prévue. Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle facultative. La consultation ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 79713000-5 : Services de gardiennage</p>

Sommaire

ARTICLE 1.	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1.	Objet de la consultation	4
1.2.	Codes CPV.....	4
1.3.	Durée.....	5
ARTICLE 2.	DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
3.1.	Procédure de passation.....	6
3.2.	Allotissement.....	6
3.3.	Renseignements complémentaires.....	6
3.4.	Visite de site	6
ARTICLE 4.	PRESENTATION DE LA CANDIDATURE.....	7
4.1.	Dossier de candidature	7
4.2.	Sous-traitance	7
4.3.	Groupements d'opérateurs économiques.....	8
ARTICLE 5.	PRESENTATION DE L'OFFRE	9
5.1.	Présentation du dossier d'offre.....	9
5.2.	Variantes	10
5.3.	Prestations supplémentaires éventuelles.....	10
5.4.	Délai de validité.....	10
ARTICLE 6.	CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE	10
ARTICLE 7.	MODALITES DE REMISE DES PLIS.....	11
ARTICLE 8.	ATTRIBUTION DU MARCHE	13
ARTICLE 9.	LITIGES ET DIFFERENDS	13
ATTESTATION DE VISITE		14

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet **la Sécurité des Biens et des Personnes des différents sites et bâtiments du SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO** :

- Sécurité incendie
- Secours et d'assistance à personnes
- Surveillance générale et de sécurité

A titre principal, le présent marché consiste à mettre à disposition du Site Hospitalier du personnel qualifié au sens de l'arrêté du 02 Mai 2005 modifié, afin d'assurer la permanence du Service de Sécurité Incendie et d'Assistance à Personnes positionné au PC Sécurité du bâtiment principal de Broussais. Les obligations du GHRE en termes d'effectif et de qualification des agents SSIAP sont celles d'un ERP type U de 1ère catégorie.

Pour ce faire, le titulaire du marché devra mettre en place une organisation permettant de mettre à disposition du Site Hospitalier de Saint Malo 1 SSIAP 2 et 2 SSIAP 1 24/24h.

Les prestations devront être exécutées à l'intérieur des bâtiments et à l'extérieur dans la limite de l'enceinte du site du Site Hospitalier de Saint Malo (site de Broussais).

A titre accessoire, pourront s'ajouter des besoins de mise à disposition ponctuels de personnel ayant une qualification de SSIAP 1, de SSIAP 2 ou d'ADS, à la demande du Groupe Hospitalier Rance Emeraude, regroupant les établissements de Saint Malo, Dinan et Cancale, dans le cadre d'événements particuliers (mesures compensatoires liées à la sécurité incendie, mise en place ou renforcement ponctuel des effectifs de sécurité incendie ou de sûreté liés à des événements extérieurs).

Le descriptif des prestations figure dans le CCTP.

Lieu de prestation du service : Groupe Hospitalier Rance Emeraude, 1 rue de la Marne, 35400 SAINT-MALO

Pouvoir adjudicateur :

GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE

www.cht-ranceemeraude.fr

Autorité compétente :

Mme Céline LAGRAIS

Directrice du GH Rance Emeraude

Service chargé de la procédure :

Direction du Pool Ressources Logistiques et Techniques

1, rue de la Marne

35403 SAINT-MALO Cedex

Dossier suivi par :

Mr Tony MOREAU

Chargé de Sécurité du GHRE

1.2. Codes CPV

Le code CPV principal du marché est le suivant : 79713000-5 - Services de gardiennage

1.3. Durée

Durée :

Le marché est conclu pour une durée de 12 mois.

La date de début du marché public est prévue le **1 mars 2026, à minuit**.

La durée d'exécution du marché public est de 1 an, reconductible 3 fois à l'issue de la première année. Il prend effet le 01/03/2026 à minuit et se terminera au plus tard le 28/02/2030.

Leur non-respect en cours de marché entraîne les pénalités de retard décrites dans le CCAP, à l'article 19.

Délai d'exécution :

Le délai d'exécution est égal à la durée du marché.

Reconduction :

Le marché est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de ne pas reconduire le marché au moins 3 mois avant la date anniversaire. Cette décision est notifiée par courrier postal et électronique au titulaire.

En cas de non reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période en cours d'exécution.

Les parties ont la possibilité, deux mois au moins avant la date anniversaire, de demander la révision des conditions du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception. (cf. article 7.3. du CCAP : variation des prix).

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

ARTICLE 2. DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats peuvent consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents du marché, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Le Dossier de Consultation comprend les éléments suivants :

- Le présent Règlement de la Consultation (R.C)
- L'Acte d'engagement [ATTRI1]
- L'annexe à l'acte d'engagement : le tableau de décomposition des tarifs horaires
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le plan du site de St Malo
- Les formulaires liés à la candidature [DC1 & DC2]

❗ : Les candidats sont invités à communiquer une adresse mail régulièrement consultée lors de l'inscription sur le site. En effet, les réponses aux questions posées et les éventuelles modifications du DCE seront transmises via la plateforme.

⇒ Il est porté à la connaissance des candidats qu'aucun dossier ne sera communiqué par mail.

La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas pris connaissance de ses messages.

Les candidats faisant appel à des sociétés spécialisées dans la récupération de dossiers de consultation, feront le nécessaire pour être informés des modifications via la plateforme de dématérialisation.

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

3.2. Allotissement

L'acheteur décide de ne pas allotir le marché pour les raisons suivantes :

⇒ Le marché ne fait pas l'objet d'une division en lots en raison du caractère homogène des prestations.

3.3. Renseignements complémentaires

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

Aucune information ne sera communiquée par téléphone ou par mail.

3.4. Visite de site

La visite du site principal du GHRE est fortement conseillée. Deux dates sont proposées :

- Jeudi 06 novembre 2025, à 14h00
- Jeudi 13 novembre 2025, à 14h00

Lieu du Rendez-vous : Site hospitalier de Saint Malo – Broussais – Hall d'accueil – 14h00.

Les visites seront assurées par M. MOREAU, Chargé de Sécurité du GHRE.

Les candidats s'inscriront au préalable via la messagerie de la plate-forme <https://www.marchespublics.gouv.fr/entreprise>.

Ces visites doivent permettre aux candidats de collecter toutes les informations utiles à la rédaction de leurs propositions. A l'issue de la visite, un compte-rendu sera établi et mis à disposition sur la plateforme PLACE.

Attention : Lors de cette visite, les candidats pourront poser des questions, mais les réponses seront apportées via la plateforme Place dans un délai maximum de 4 jours ouvrés après les visites et non pendant la visite.

Le nombre de personnes, effectuant ces visites, est limité à 2 par entreprise candidate.

Une attestation de visite sera délivrée, aux candidats au terme de celles-ci.

Si une visite est effectuée, le soumissionnaire devra joindre l'attestation en annexe correctement complétée à son offre.

ARTICLE 4. PRESENTATION DE LA CANDIDATURE

4.1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat
1	Une liste des principales références des trois dernières années pour des prestations similaires à celles objet de la présente mise en concurrence.

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

4.2. Sous-traitance

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

4.3. Groupements d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. En cas de groupement conjoint, il sera désigné obligatoirement un mandataire solidaire.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées. L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En complément des dispositions de l'article 3.6 du CCAG fournitures courantes et services, les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membre d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

ARTICLE 5. PRESENTATION DE L'OFFRE

5.1. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.
2	Le tableau de décomposition des tarifs horaires. Le document doit être dûment rempli par la personne habilitée à engager la société. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.
3	Le cas échéant, l'attestation de visite en annexe correctement complétée.
4	Le mémoire technique
5	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant
6	Le relevé d'identité bancaire

➤ **Le prestataire fournira obligatoirement un mémoire technique à l'appui de son offre contenant à minima les éléments suivants :**

1. Compréhension du besoin :

- Description de l'entreprise, capacités techniques et professionnelles, références, Agrément et certification obligatoires (CNAPS, SSIAP, CQP, ISO, ...)
- Analyse du site : prise en compte du site et de ses spécialités, identification des risques particuliers, contraintes d'exploitation identifiées, pris en compte de la réglementation spécifique et du milieu hospitalier
- Schéma opérationnel de démarrage de la prestation, retro planning, gestion de la phase de transition avec le prestataire sortant, prise en compte et reprise du personnel en place

2. Les moyens humains et équipements mis en place pour l'exécution du marché :

- Moyens humains : description des effectifs consacrés au marché (et vivier de personnel de remplacement), domiciliation des agents, encadrement dédié (% d'encadrement) avec titulaires et suppléants (particulièrement pour le chef de site avec son CV), chef d'agence, chef d'exploitation, qualification du personnel, politique de recrutement et de conservation du personnel, critères et processus d'embauche, fourniture d'un organigramme hiérarchique décisionnel de l'agence et prévu sur site, astreinte et modalités de remplacement et de renfort, pourcentage de la masse salariale affectée à la formation professionnelle, politique de gestion des ressources humaines.
- Moyens techniques et équipements prévus au CCTP : main courante, tenues vestimentaires, contrôleurs de rondes, petit matériel, EPI, véhicule, système informatique de gestion et de reporting, ... ainsi que les modalités de maintenance si concernée.

3. Méthodologie d'exécution des prestations :

- a. Modalités de gestion des incidents et processus d'intervention : système qualité, procédures, sanctions ...
- b. Modalités de contrôle des prestations : traçabilité, autocontrôle, fréquence, planification, suivi des actions correctives.
- c. Méthodologie d'établissement des plannings et logiciel associé, rotation du personnel, délai d'envoi au client.
- d. Méthodologie employée pour le reporting client, organisations des réunions périodiques (Sommaire type à fournir)
- e. Modalités d'organisation de la formation initiale et contrôle continu des connaissances du personnel, des formations spécifiques au site, planning prévisionnel des formations, logiciel de formation et outils pédagogiques mis en place
- f. Modalités de gestion des absences, remplacements, astreinte et respect des délais demandés.

4. Développement durable et charte environnementale :

- a. Politique environnementale de la société (déplacements, impression papier, recyclage)
- b. Critères liés aux produits et équipements :
 - i. Tenue en matière recyclées ou éco-certifiées
 - ii. Politique de gestion de fin de vie des équipements (recyclage, ré-emploi)
 - iii. Matériels de sécurité incendie avec label environnementaux
- c. Critères liés à l'organisation :
 - i. Formation des agents aux gestes éco-responsables
 - ii. Procédures de tri des déchets sur site
 - iii. Reporting environnemental périodique (bilan carbone, consommations)
 - iv. Certifications type ISO 14001
 - v. Engagement dans une démarche RSE formalisée

Ce mémoire technique constitue la réponse aux attentes et aux besoins décrits dans le CCTP.

Les candidats peuvent, en outre, produire toutes pièces qu'ils estiment de nature à appuyer leur offre.

Chaque candidat devra se conformer, dans sa réponse, au respect strict de ce cadre de réponse.

5.2. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

L'offre doit être strictement conforme aux pièces du marché public.

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

5.3. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle facultative ou obligatoire.

5.4. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

ARTICLE 6. CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DE L'OFFRE

L'acheteur attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution du marché.

N°	Description	Pondération
1	Valeur technique	55
	<i>Valeur technique et adéquation avec les objectifs du GHRE</i> - Moyens humains et matériels mis en place pour l'exécution du marché : 25 points - Méthodologie d'exécution des prestations : 30 points	
2	Prix global de la prestation	40
	<i>Le critère « Prix global de la prestation » sera calculé de la manière suivante, étant entendu que l'offre la moins disante obtient la note maximum (40 points) :</i> <i>Prix de l'offre la moins disante / Prix de l'offre x 40 points = note du candidat</i>	
3	Respect de l'environnement	5
	<i>Développement durable et charte environnementale</i>	
Pondération totale des critères d'attribution :		100

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, le marché sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

ARTICLE 7. MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/entreprise>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, .jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Elle peut être :

- soit envoyée par voie postale et sous pli recommandé avec avis de réception,
- soit déposée dans une enveloppe cachetée contre récépissé à :

GROUPE HOSPITALIER RANCE EMERAUDE

SITE HOSPITALIER DE SAINT MALO

Pool Ressources Techniques

1 rue de la Marne – BP 114 – 35403 SAINT-MALO Cedex

Dans les deux cas de figure indiqués supra, les candidats présenteront leur dossier sous pli fermé, portant la mention :

« AO – Sécurité des Biens et des Personnes pour le Site Hospitalier de Saint Malo du Groupe Hospitalier Rance Emeraude ».

COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer le marché de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé au titulaire du marché de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 9. LITIGES ET DIFFERENDS

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, contour de la Motte - CS44416 - 35044 RENNES Cedex

☎ : 02 23 21 28 28

📠 : 02 99 63 56 84

✉ : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

Comité Consultatif Interrégional pour le règlement amiable des marchés publics

22 Mail Pablo Picasso - 44042 NANTES

☎ : 0253467983

✉ : Paysdl.ccira@direccte.gouv

ATTESTATION DE VISITE

Dossier : 2025-6-06GH002

Objet : Sécurité des Biens et des Personnes pour le Site Hospitalier de Saint Malo

Procédure : appel d'offres ouvert

Je soussigné :

représentant Groupe Hospitalier Rance Emeraude

atteste que :

représentant le soumissionnaire :

.....

.....

s'est rendu sur le lieu d'exécution des prestations, le, afin d'apprécier tous les éléments qui lui permettront de remettre son offre pour le présent marché.

Signatures :

Pour le soumissionnaire,

Pour Groupe Hospitalier Rance Emeraude,

Cette attestation est à compléter, à joindre à l'offre et à faire viser le jour de la visite.